



Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national

Même s'il est encore possible d'atteindre la cible de l'OMD 1 relative à la faim à l'horizon 2015, les progrès sont inégaux et il est probable que de nombreux pays ne parviendront pas à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation d'ici là. Nombre d'entre eux font face à de graves difficultés. Ainsi, les pays qui ont connu un conflit au cours des deux dernières décennies ont plus de risques d'avoir connu des périodes de nette régression dans la réduction de la faim. Les pays enclavés sont souvent en retard sur les pays côtiers, car ils doivent sans cesse relever des défis pour accéder aux marchés mondiaux, tandis que les pays en développement dont les infrastructures sont encore rudimentaires et les institutions fragiles peinent pour mettre en œuvre des politiques susceptibles d'accroître la productivité agricole et de remédier aux inégalités d'accès à la nourriture.

Six pays (Bangladesh, Ghana, Népal, Nicaragua, Ouganda et Tadjikistan) sont examinés plus en détail dans la présente section, laquelle nous livre un bilan contrasté de la lutte contre la faim, composé à la fois d'avancées, de retours en arrière, de succès et d'échecs. Réduire la pauvreté et la faim nécessite une longue suite de progrès et de réussites, mais les conditions (environnementales, sociales, économiques et politiques) qui rendent les populations vulnérables varient considérablement selon les pays.

Depuis le début des années 1990, le Bangladesh, le Ghana et le Nicaragua ont tous réussi à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation. Plusieurs facteurs ont contribué à

l'obtention de ce résultat, à savoir une croissance économique robuste sur plusieurs décennies, des échanges plus libres et, pour le Ghana et le Nicaragua, une stabilité politique et des conditions favorables sur les marchés internationaux, sous la forme de prix à l'exportation élevés. Mais la dynamique de ce changement est venue, avant tout, de l'engagement des gouvernements successifs en faveur du développement rural à long terme et de plans de réduction de la pauvreté.

Le Népal a connu une longue période de conflit et d'incertitude politique, qui a sapé l'efficacité de ses institutions en matière de production alimentaire et d'amélioration de l'accès à la nourriture. Néanmoins, la cible de l'OMD 1 relative à la réduction de la faim à l'horizon 2015 semble être à sa portée. Le Tadjikistan, pays enclavé qui ne possède que des infrastructures rudimentaires et dont la capacité d'extension des terres agricoles est limitée, a, quant à lui, peu de chances de l'atteindre. La réforme agraire incomplète menée dans le pays a ralenti la croissance de la productivité et des revenus agricoles, mais les effets de ce ralentissement ont été partiellement compensés par les envois de fonds provenant des migrants.

L'Ouganda continue de rencontrer de graves problèmes de sous-alimentation. Compte tenu de son taux de croissance démographique – parmi les plus élevés au monde –, de la faible croissance de sa productivité agricole et d'une population vivant en grande partie avec 1,25 dollars ou moins par jour, le pays a peu de chances d'atteindre la cible de réduction de la faim d'ici à 2015.



Bangladesh: l'engagement sur le long terme en faveur de la sécurité alimentaire permet des avancées considérables

Au Bangladesh, la sécurité alimentaire est menacée par de multiples éléments, notamment la densité démographique en constante augmentation, le changement climatique, la rareté des ressources naturelles (toutes les terres agricoles ou presque sont cultivées), la vulnérabilité aux flambées des prix et la pauvreté persistante. Pourtant, en dépit de ces contraintes, le pays a déjà atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim (figure 20). Cette prouesse remarquable a été réalisée dans le contexte de la croissance économique rapide des années 1990, elle-même stimulée par une forte progression de la productivité agricole⁷ et favorisée par une combinaison de facteurs, tels que la stabilité macroéconomique, la libéralisation des marchés des intrants et l'ouverture de l'économie.

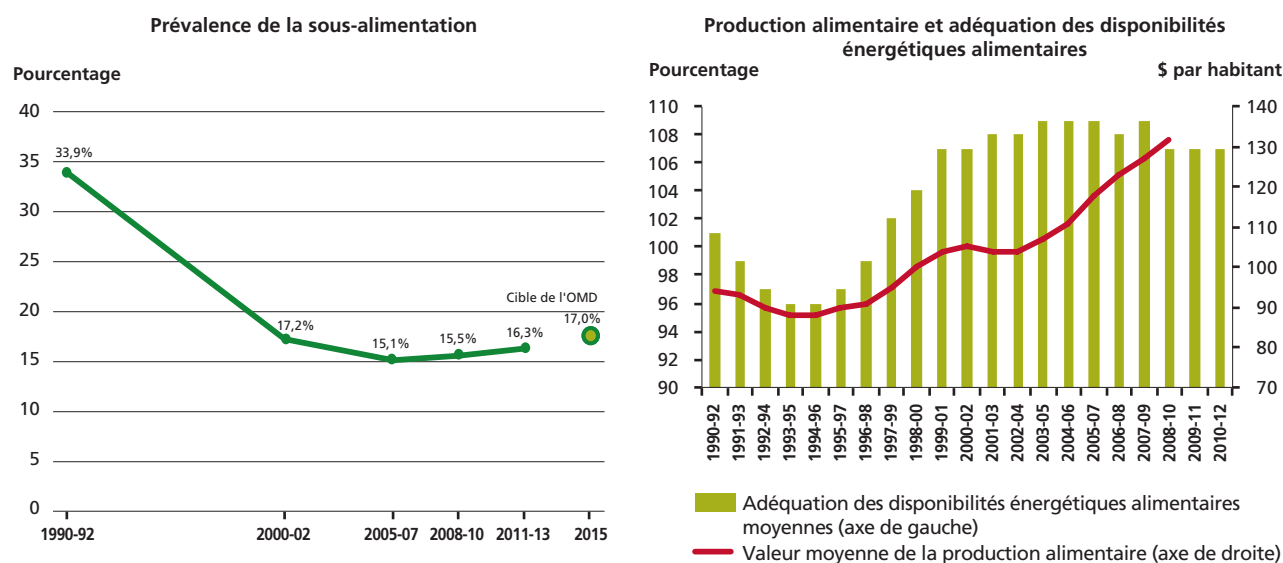
Cependant, 25 millions de personnes environ demeurent sous-alimentées, et la prévalence de la sous-alimentation

augmente lentement depuis le milieu des années 2000. La sécurité alimentaire reste donc l'une des priorités du Gouvernement, priorité qui est en cours d'intégration dans les politiques. La Politique nationale en matière d'alimentation (*National Food Policy*) élaborée dans le détail en 2008 a été suivie, en 2011, d'un Plan national d'investissement (*Country Investment Plan*), qui procure aux parties prenantes une feuille de route claire pour investir dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

La productivité agricole a progressé de manière substantielle, les rendements moyens et la valeur de la production alimentaire par habitant étant en nette augmentation depuis le milieu des années 1990 (figure 20). Les sociétés semencières privées sont encouragées à entrer sur le secteur des semences, et les cadres réglementaires sont actuellement renforcés⁸. L'irrigation a grandement progressé

FIGURE 20

Le Bangladesh a déjà atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim, ses disponibilités énergétiques alimentaires sont suffisantes et stables, et sa production alimentaire continue de progresser



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.
Source: FAO.

grâce à d'importants programmes publics de développement des infrastructures, mais l'accent est désormais placé sur la promotion des pratiques agricoles permettant d'économiser l'eau, pour tenir compte de la baisse du niveau des aquifères et de la hausse du coût de l'irrigation⁹. La Bangladesh Bank augmente l'offre de crédit à l'intention des agriculteurs afin de stimuler la production agricole, et les besoins des petits exploitants font l'objet d'une attention particulière car le vaste et dynamique secteur de la microfinance ne parvient pas à atteindre les couches les plus pauvres de la population¹⁰.

L'engagement des gouvernements successifs en faveur de la réduction de la pauvreté a donné d'excellents résultats qui vont de pair avec la croissance du PIB par habitant (figure 21). Le recul de la pauvreté s'est accompagné d'une diminution similaire de la dénutrition, et le Bangladesh semble être sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 qui consiste à abaisser à 33 pour cent, à l'horizon 2015, le pourcentage d'enfants présentant une insuffisance pondérale (figure 21). Il existe néanmoins des disparités régionales considérables, et les progrès de la lutte contre la dénutrition ont ralenti ces dernières années. Cela indique que l'augmentation des revenus ne suffit pas à faire reculer la dénutrition. En 2009, les céréales procuraient encore 78,3 pour cent de l'ensemble des calories consommées. Leur abandon partiel au profit d'une série de cultures vivrières à valeur élevée permettrait non seulement d'accroître les disponibilités de denrées nutritives, mais aussi d'offrir aux agriculteurs une occasion d'augmenter leurs revenus. Le Plan national d'investissement privilégie donc le

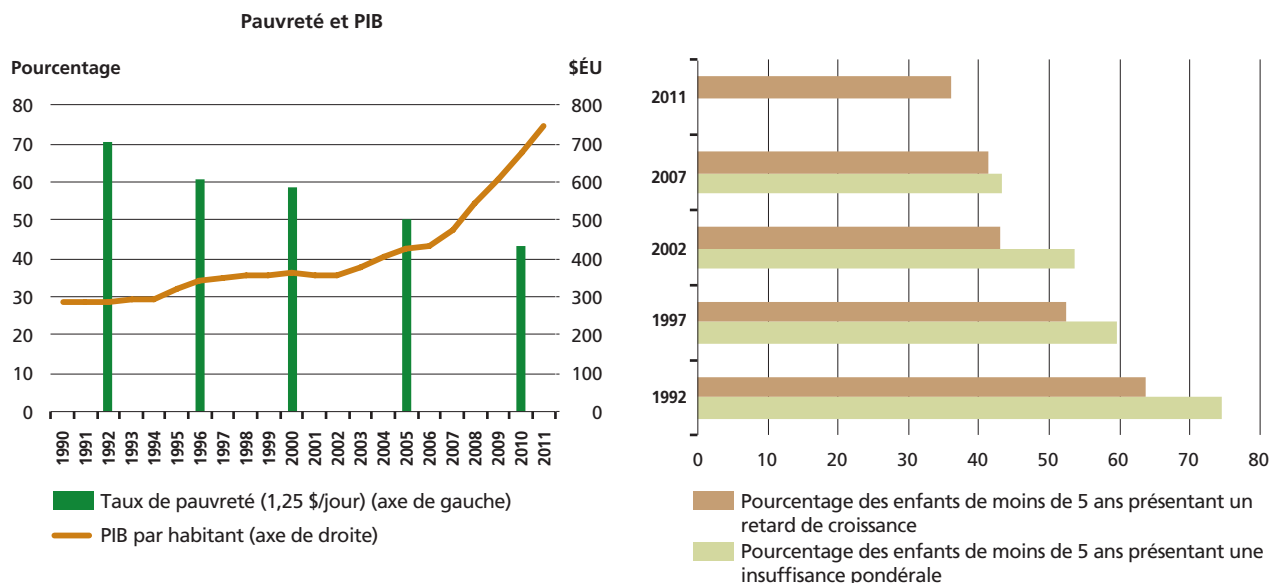
développement d'une agriculture durable et diversifiée. Le développement de cultures biofortifiées au moyen de programmes tels que HarvestPlus et le Golden Rice Project illustre comment la nutrition et l'agriculture peuvent être intégrées pour gérer ces questions.

Peu de progrès ont été accomplis dans la réduction de la proportion de femmes anémiques (42 pour cent en 2011 contre 45 pour cent en 2004), et l'anémie demeure un grave problème de santé publique dans le pays. Les différences entre les sexes, notamment en ce qui concerne les salaires et l'accès aux intrants et aux marchés, influent aussi sur la sécurité alimentaire et la nutrition¹¹. De nombreux ménages ont choisi la migration internationale ou nationale comme stratégie de subsistance. À partir du début des années 1990, près de 250 000 personnes ont émigré chaque année, générant, par leurs envois de fonds, un flux de revenus qui représentait environ 10 pour cent du PIB en 2011-2012¹².

Le Bangladesh a mis en place un important programme de type filet de sécurité avec l'appui de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) afin d'aider les personnes qui ne sont pas en mesure de profiter des nouvelles activités productives ni du recul de la pauvreté. Ce programme a permis de faire face de manière assez efficace aux effets néfastes de l'instabilité des prix sur les populations pauvres. À la suite de la flambée des prix de 2007-2008, par exemple, un programme de création d'emplois a été conçu pour apporter une aide financière aux personnes les plus vulnérables pendant les périodes de soudure, tout en permettant la construction d'infrastructures. Une version

FIGURE 21

Le Bangladesh semble en bonne voie pour atteindre les cibles de l'OMD 1 relatives à la réduction de la pauvreté et à la proportion d'enfants présentant un retard de croissance et une insuffisance pondérale



Note: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005.

Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012 (gauche); OMS, et National Institute of Population Research and Training (Bangladesh), Bangladesh Demographic and Health Survey 2011 (droite).

améliorée de ce programme, conjuguée à d'autres filets de sécurité et à des programmes d'ONG, tels que l'initiative multidonateurs Chars Livelihoods Programme, a réussi ces dernières années à éliminer la faim saisonnière souvent aiguë qui sévissait dans le nord-ouest du pays.

Cependant, des erreurs de ciblage et des défauts d'efficacité subsistent, laissant certains ménages en dehors du système d'assistance des filets de sécurité¹³. Pour y remédier, le Gouvernement élabore une stratégie nationale

de protection sociale, qui s'inspire du succès de programmes en cours et comprend des innovations visant à aider les personnes démunies à sortir de la pauvreté¹⁴. Le Plan national d'investissement a également pour objet de renforcer les institutions et les capacités nécessaires pour rendre les filets de sécurité plus efficaces, appelant à resserrer les partenariats avec les ONG, dont certains expérimentent des modèles qui aident les ménages à s'extraire de la pauvreté.



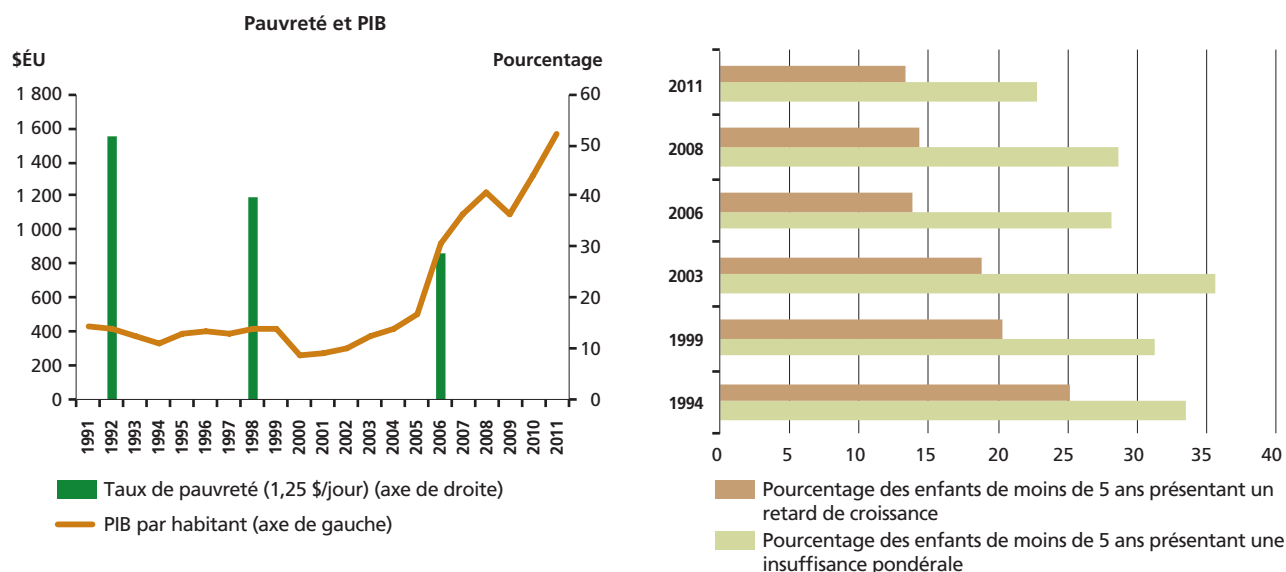
Ghana: une croissance économique remarquable et largement partagée qui contribue à instaurer la sécurité alimentaire

Le Ghana fait figure d'exemple en Afrique pour sa robuste croissance économique depuis 30 ans: son PIB a progressé en moyenne de 4,5 pour cent par an depuis 1983 et a enregistré une augmentation remarquable de 14 pour cent en 2011¹⁵ (figure 22). Cette réussite a été facilitée par la stabilité politique (figure 23), les réformes des marchés,

des termes de l'échange favorables (prix de l'or et du cacao plus élevés) et un climat d'investissement propice. Le succès des programmes et des réformes économiques montre ce que peuvent accomplir un engagement politique résolu et une collaboration continue avec la communauté des donateurs¹⁶. Le Ghana est sur la bonne

FIGURE 22

Le PIB du Ghana a progressé rapidement et la pauvreté a reculé, mais les progrès ont été moindres en matière de réduction de la dénutrition



Note: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005.

Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012 (gauche); OMS, et Ministère de la santé (Ghana), 2013, enquête nationale en grappes à indicateurs multiples de 2011 (droite).

voie pour atteindre avant 2015 la cible des OMD relative à la pauvreté, et a atteint en 2000-2002 celle concernant la faim (figure 23). En 2011-2013, moins de 5 pour cent de la population était sous-alimentée.

L'économie du Ghana dépend fortement de l'agriculture, puisque plus de la moitié de la population active du pays travaille dans ce secteur. Dans les années 1990, une série de réformes institutionnelles et de politiques complétées par un ensemble d'investissements ont permis aux petits exploitants d'augmenter durablement leur production alimentaire¹⁷. Entre 1990-1992 et 2008-2010, la production alimentaire par habitant a progressé de 55 pour cent. La réforme du secteur du cacao, qui a soumis celui-ci à une taxe implicite, a joué un rôle crucial dans la croissance agricole. Les investissements dans la recherche-développement sur les racines et tubercules, et les activités de vulgarisation ont permis l'introduction de méthodes de production innovantes, qui ont conduit à un accroissement des rendements et à l'obtention de variétés nouvelles, plus résistantes¹⁸.

La croissance remarquable du PIB du Ghana, de 5 pour cent en moyenne par an depuis 2001, a bénéficié à une grande partie de la population, et l'extrême pauvreté a reculé, passant de 51,7 pour cent en 1991 à 28,5 pour cent en 2006 (figure 22). Environ 5 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté en à peine 15 ans, car les avantages de la rapide croissance économique ont été largement partagés, en particulier avec les populations rurales, lesquelles ont profité de l'augmentation de la production et de la création de marchés dynamiques. Les principaux bénéficiaires de la hausse des revenus ruraux ont

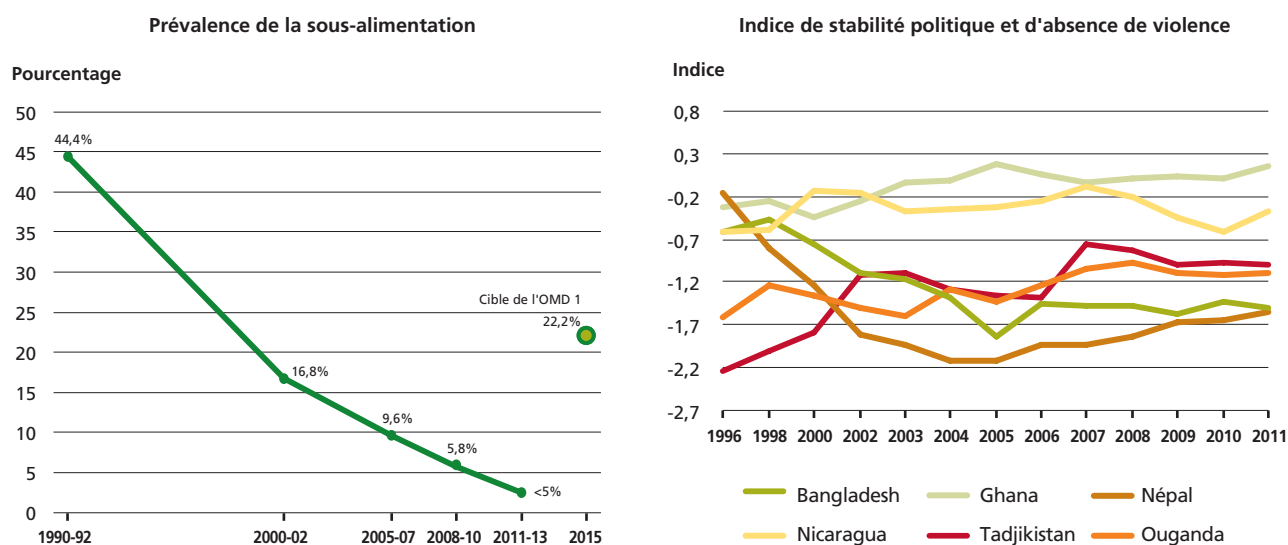
été les petits producteurs de cacao et les producteurs de fruits et légumes.

Malgré ces avancées rapides dans la lutte contre la pauvreté et la faim, le Ghana n'a pas connu le même succès dans la réduction de la dénutrition (figure 22). Bien que la proportion des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale ait reculé de près de 50 pour cent depuis 1993-1995, l'amélioration a été moins nette s'agissant de la prévalence du retard de croissance, puisque 23 pour cent environ des enfants de moins de 5 ans souffraient de troubles de la croissance en 2011. Les causes profondes de la dénutrition sont la pauvreté, une charge de morbidité élevée et un manque d'accès aux traitements anthelminthiques, l'inadéquation des pratiques d'alimentation des enfants aux étapes clés de leur développement et l'insuffisance des installations d'assainissement. Ce dernier point est une cause majeure des maladies chroniques d'origine hydrique, des infections aiguës et de la mortalité infantile ou postinfantile. Malgré une amélioration considérable de l'accès à des sources d'eau potables ces 30 dernières années, l'accès à des installations d'assainissement adéquates reste très insuffisant.

De fortes disparités régionales demeurent en matière de pauvreté et de nutrition. De manière générale, le risque de vivre au-dessous du seuil de pauvreté est quatre fois plus élevé pour les populations rurales que pour les populations urbaines. C'est dans les régions du Nord, du Haut Ghana oriental et du Haut Ghana occidental, qui se définissent sur le plan agroécologique comme une savane rurale, que la prévalence de la pauvreté est la plus élevée¹⁹.

FIGURE 23

La paix et la stabilité politique ont contribué à ce qu'en 2000-2002, le Ghana atteigne la cible de l'OMD 1 relative à la faim



Note: Pour obtenir la définition de la notion de stabilité politique et absence de violence, voir les indicateurs de la sécurité alimentaire à l'adresse <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/fr/>.

Sources: FAO (gauche) et Institut Brookings, Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale et Institut de la Banque mondiale (droite).

Ces disparités se retrouvent dans les régimes alimentaires. Les populations des régions les moins bien loties ont une alimentation beaucoup moins diversifiée et consomment nettement moins de protéines sous forme de viande, de poisson, d'œufs ou de lait.

La Stratégie nationale de protection sociale lancée en 2007 (National Social Protection Strategy, NSPS) est un cadre intégré de protection sociale qui répond aux besoins

des groupes vulnérables n'ayant pas bénéficié de la croissance économique. Elle axe les politiques sur les personnes extrêmement pauvres et très vulnérables, notamment à travers son principal programme, fondé sur des transferts monétaires assortis de conditions et intitulé *Livelihood Empowerment Against Poverty* (lutte contre la pauvreté par la promotion des moyens d'existence)²⁰.



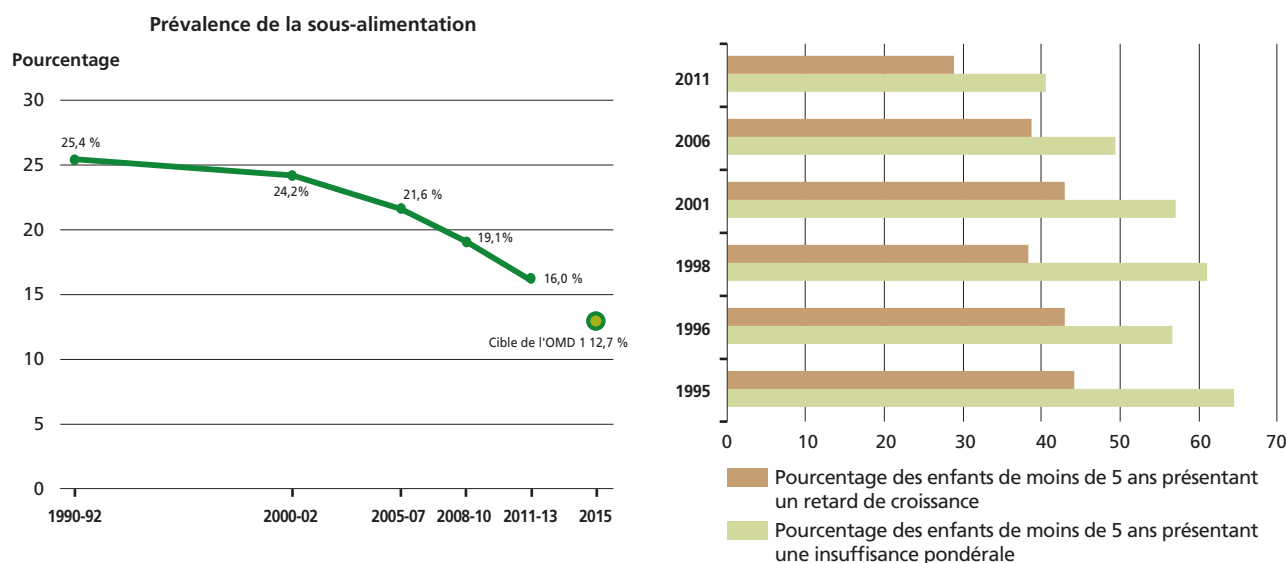
Népal: la stabilité politique est nécessaire pour que les progrès soient durables et répartis de manière plus équitable

Depuis 1990-1992, le Népal a progressé à grands pas dans son combat contre la faim, la prévalence de la sous-alimentation ayant reculé de 25,4 pour cent en 1990-1992 à 16,0 pour cent en 2011-2013. Si le pays continue de progresser à ce rythme, il atteindra la cible de l'OMD 1 relative à la faim d'ici à 2015 (figure 24). Cette amélioration est encore plus remarquable si l'on tient compte des troubles intérieurs qui

ont agité le pays du milieu des années 90 jusqu'en 2006, de la faiblesse des infrastructures nationales et de l'état de développement relativement modeste de l'agriculture. Malgré les résultats obtenus dans la lutte contre la faim, toutefois, la dénutrition reste répandue. Les prévalences de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants comptent parmi les plus élevées au monde. Entre

FIGURE 24

Le Népal a accompli de nets progrès dans son combat contre la faim et est en bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 relative à la faim d'ici à 2015



Sources: FAO (gauche); OMS et Ministère de la santé et de la population du Népal, 2012 (droite).

1995 et 2011, la première est passée de 44 pour cent à 29 pour cent, et la seconde de 64 pour cent à 40 pour cent (figure 24). Pour s'attaquer à la dénutrition, l'action gouvernementale doit relever des défis considérables, qu'elle s'exerce à court terme (mise en œuvre de filets de sécurité, par exemple) ou à long terme (de développement structurel, par exemple).

Le Népal est un pays principalement montagneux dont les infrastructures de transport, de communication et de production d'électricité sont encore rudimentaires. L'agriculture, clef de voûte de son économie, est freinée par une productivité relativement faible en comparaison d'autres pays de la région, et par une superficie cultivable peu étendue. Le manque de routes, l'inadéquation des équipements, l'insuffisance de l'accès aux marchés d'intrants et d'extrants et la médiocrité de l'accès à des crédits abordables entravent l'adoption de techniques agricoles modernes et productives, si bien que les exploitants s'en remettent à l'agriculture traditionnelle.

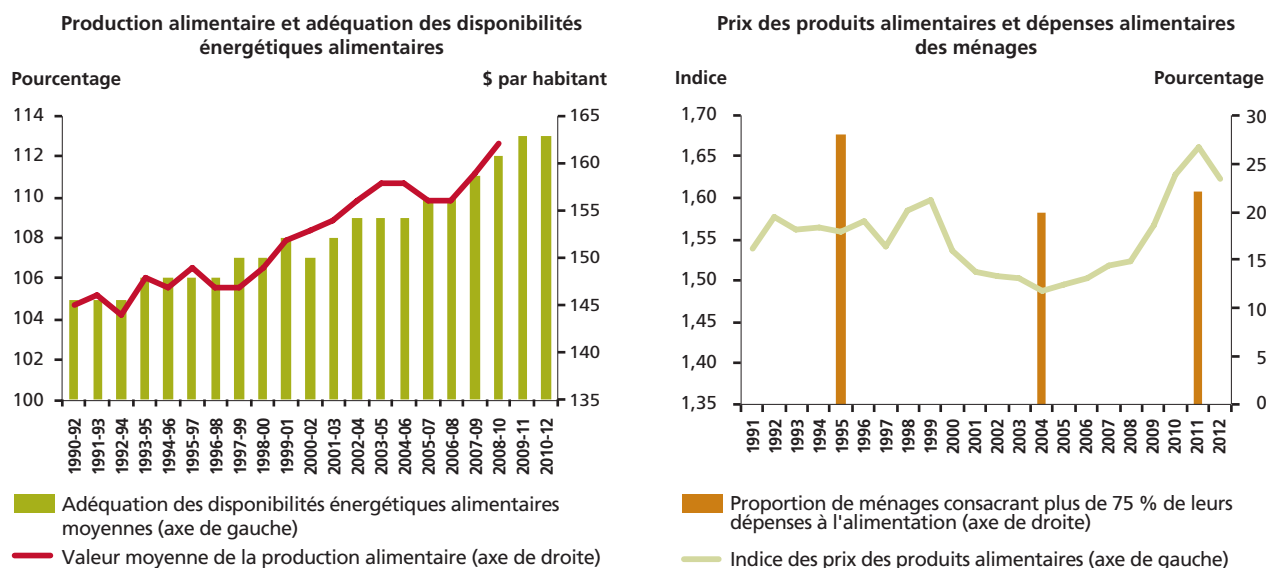
Même si des politiques ont été mises en place pour promouvoir la recherche agricole, l'adoption de nouvelles techniques et le développement des infrastructures, leur impact s'est trouvé dilué par plusieurs années de conflit et par la transition politique prolongée qui s'en est suivie (figure 23), l'un comme l'autre ayant sapé l'efficacité d'un certain nombre d'institutions et de programmes. Néanmoins, les disponibilités énergétiques alimentaires moyennes du pays ont suffi à satisfaire les besoins alimentaires de la population (figure 25), grâce, pour partie, à la légère

augmentation de la production alimentaire depuis 1990-1992 (la valeur de la production alimentaire par habitant a progressé de 12 pour cent) et, pour une autre partie, à l'augmentation des importations de produits alimentaires.

Étant donné que le pays dispose de suffisamment de nourriture, la sous-alimentation tient surtout à des problèmes d'accès économique. À l'échelon national, le Népal a atteint la cible des OMD relative à la pauvreté, puisqu'il a réduit les taux d'extrême pauvreté, de 68 pour cent en 1996 à 25 pour cent en 2010. Malgré cela, le pays compte toujours parmi les plus pauvres du monde. Au Népal, toutefois, la réduction de la pauvreté, et donc de la faim, ne résulte pas tant du développement de l'économie nationale, que d'une forte augmentation des fonds envoyés par les travailleurs migrants: en 2011-2012, ces fonds représentaient 23 pour cent du PIB²¹. Si les sommes rapatriées ont beaucoup aidé à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, la migration sur laquelle elles reposent a eu un effet négatif sur la productivité agricole, car, dans les familles d'agriculteurs, ce sont généralement les hommes qui émigrent. Les femmes restent alors seules pour s'occuper de l'ensemble de la gestion et des travaux agricoles. On estime qu'environ 30 pour cent des personnes pauvres vivent dans des ménages dirigés par une femme, lesquels, pour la plupart, travaillent dans l'agriculture. Au vu du rôle important des femmes dans la production alimentaire, il conviendrait de mettre en place des politiques qui leur permettraient d'améliorer la productivité et encourageraient une utilisation efficace des fonds envoyés, à des fins d'investissement.

FIGURE 25

Le Népal a maintenu et même légèrement augmenté les disponibilités alimentaires par personne depuis 1990-1992, malgré une faible augmentation de la production alimentaire



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.
Sources: FAO (gauche); National Planning Commission et Central Bureau of Statistics, 2013 (droite).

Les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté et la faim ont été extrêmement inégaux à l'intérieur du pays. En 2010, par exemple, l'incidence de la pauvreté allait de 9 pour cent de la population urbaine dans la région des collines à 42 pour cent de la population rurale dans la région des montagnes²². Les problèmes économiques et matériels d'accès à la nourriture empêchent de nombreux ménages d'acheter suffisamment de vivres pour satisfaire leurs besoins minimaux. Les contraintes matérielles sont considérables. Le Népal compte peu de routes, et la plupart d'entre elles sont de mauvaise qualité: en 2008, la densité du réseau routier y était d'environ 13,5 km pour 100 km² de terres, contre 72 km pour 100 km² dans l'ensemble de l'Asie du Sud. Dans les régions reculées, les marchés sont peu nombreux et les prix des produits sont élevés en raison du coût important du transport. À titre d'exemple, dans les régions difficiles d'accès, le riz peut coûter trois fois plus cher que dans le Terai, la région agricole la plus productive du pays, limitrophe de l'Inde²³.

La sécurité alimentaire varie à travers le pays. Dans la région des montagnes, 60 pour cent des ménages tirent

75 pour cent de leurs calories des aliments de base, alors que dans la région urbaine de Katmandou, ils ne sont que 13 pour cent. Le manque de diversité des régimes alimentaires se traduit par une dénutrition très répandue, y compris chez les enfants de moins de 6 mois, ce qui semble indiquer que la mauvaise nutrition freine leur croissance dès avant la naissance. De fait, la dénutrition maternelle est un grave problème au Népal: 35 pour cent des femmes en âge de procréer et 46 pour cent des enfants y sont anémiques²⁴.

À la suite de la hausse des prix enregistrée dans le pays depuis 2004, les ménages pauvres et en situation d'insécurité alimentaire sont devenus encore plus fragiles, car les prix élevés des produits alimentaires ont accru la pression exercée sur le budget des familles. En moyenne, les ménages népalais consacrent 60 pour cent de leur revenu à l'alimentation, sachant que pour les ménages pauvres et très pauvres, cette proportion est encore bien plus grande. Près d'un quart de la population, en grande partie rurale, dépense plus de 75 pour cent de son budget en produits alimentaires, ce qui la rend extrêmement vulnérable face aux flambées des prix telles que celles enregistrées depuis 2008.



Nicaragua: la stabilité économique et politique et les politiques rationnelles prises en faveur des petits exploitants et des personnes vulnérables portent leurs fruits

Depuis le début des années 90, l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes a progressé régulièrement au Nicaragua, tandis que la prévalence de la sous-alimentation reculait, de 55 pour cent en 1990-1992 à moins de 22 pour cent en 2011-2013 (figure 26). Le pays a atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim entre 2000-2002 et 2005-2007. L'heure n'est pas aux congratulations, toutefois, car la prévalence de la sous-alimentation est encore élevée, à 22 pour cent.

Une large partie des progrès enregistrés résultent de la période de stabilité économique et politique qui a fait suite aux troubles des années 80 et à une succession de catastrophes naturelles dévastatrices. Cette stabilité a permis au Gouvernement de réorienter son action, en diminuant les secours d'urgence à court terme et en privilégiant le développement à long terme et les plans axés sur la lutte contre la pauvreté.

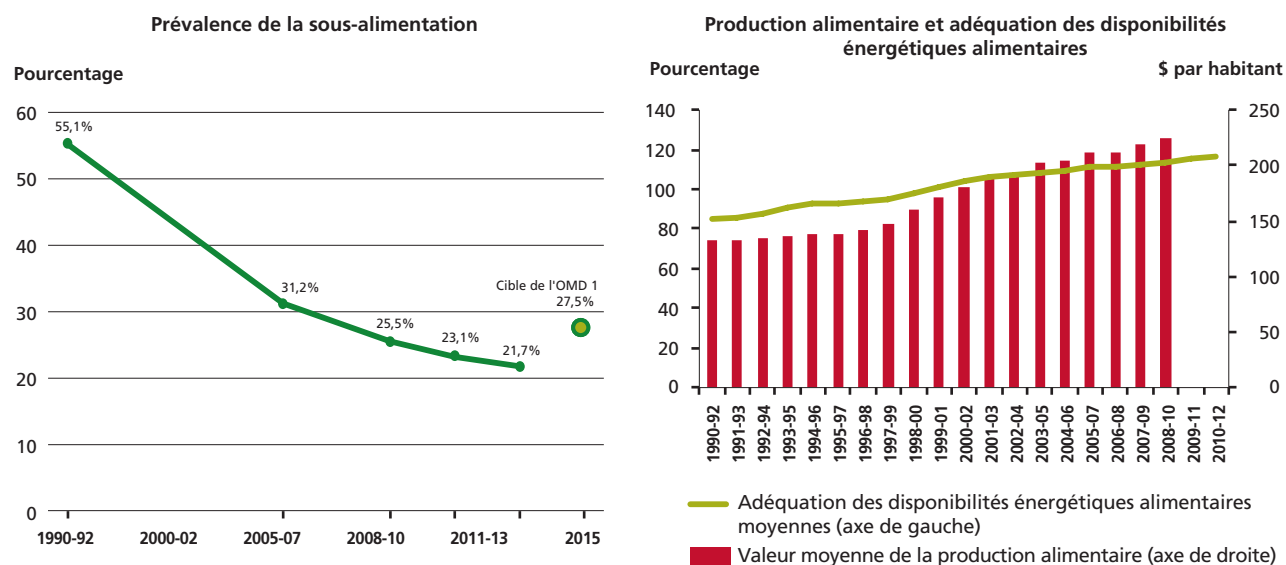
Le ciblage efficace des politiques, la diversification de la production alimentaire, l'amélioration de l'accès aux

nouveaux marchés internationaux à travers la participation à l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale et, au moins pour certaines périodes, les termes de l'échange avantageux ont atténué en partie les effets des catastrophes naturelles et permis au secteur agricole de commencer à se développer. La valeur agricole produite par habitant a progressé de 68 pour cent depuis 1990-1992, faisant passer l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires au-dessus de 100 pour cent au début des années 2000 (figure 26). L'accroissement des approvisionnements en haricots et en légumes a augmenté l'offre quotidienne moyenne de protéines, de 46 grammes par habitant en 1990-1992 à 65 grammes par habitant en 2007-2009.

La majeure partie de l'agriculture du Nicaragua repose sur les petites exploitations, exige une main-d'œuvre importante et peine à augmenter sa productivité. La proportion des terres arables équipées pour l'irrigation demeure extrêmement faible (3,2 pour cent en 2007-2009) et l'adoption de techniques de production plus modernes est bridée par la

FIGURE 26

Le Nicaragua a atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim avant 2005 2007 après avoir assuré des disponibilités énergétiques alimentaires suffisantes vers l'année 2000



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.
Source: FAO.

faiblesse des revenus, les bas niveaux d'instruction et le manque d'accès au crédit.

Décidé à surmonter ces difficultés, le Gouvernement a élaboré des programmes tels que le Programme de distribution de semences (*Programa Agroalimentario de Semillas*), qui favorise le transfert de technologies, et le Programme de production alimentaire (*Programa Productivo Alimentario*), qui a permis à environ 75 000 ménages ruraux pauvres d'accéder à des terres et à d'autres avoirs productifs, tels que des animaux, des semences et des engrais²⁵.

La croissance économique enregistrée depuis le début des années 90 a été insuffisante pour réduire les niveaux de pauvreté de manière substantielle, mais quelques progrès ont été obtenus après 2005 grâce à des taux de croissance plus élevés et à une amélioration de la répartition des revenus²⁶. En 2005, 32 pour cent de la population vivait encore avec 2 dollars ou moins par jour (figure 27). Les taux de pauvreté ont évolué de façon très inégale selon les régions et ont été jusqu'à quatre fois plus élevés dans les zones rurales. La proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté (1,25 dollars ou moins par jour) a reculé, de 18 pour cent en 1993 à 12 pour cent en 2005. Si cette proportion continue de diminuer au même rythme, le pays devrait atteindre la cible de l'OMD 1 qui prévoit de réduire de moitié la prévalence de l'extrême pauvreté à l'horizon 2015. En dépit de cette pauvreté omniprésente, l'amélioration de la productivité agricole, surtout celle des petits exploitants, et l'augmentation consécutive du volume de vivres disponible a nettement contribué à réduire la prévalence de la faim. L'article 69 de la Constitution nicaraguayenne prévoit des dispositions claires définissant

le droit des personnes à être protégées contre la faim ainsi que le rôle de l'État dans le développement des disponibilités alimentaires et la promotion d'un accès équitable à la nourriture. En 2009, le Parlement a adopté une loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles, qui mettait en place le cadre institutionnel et décisionnel applicable à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de protéger et de garantir le droit des personnes à une nourriture suffisante, et de définir les mécanismes de coordination intersectorielle et multipartite et les principaux domaines d'action à traiter²⁷.

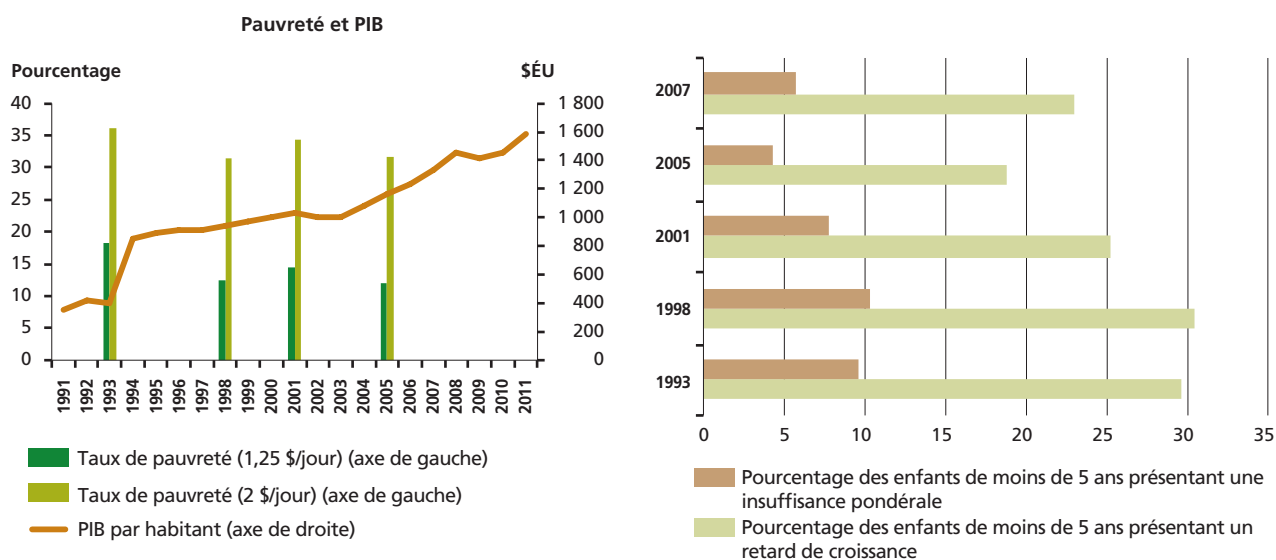
Depuis 1990, la prévalence de la dénutrition a reculé, mais 23 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance en 2007, un chiffre en baisse toutefois par rapport à 1993, date à laquelle il était de près de 30 pour cent (figure 27).

Des niveaux nutritionnels très disparates sont observés selon la catégorie de revenu et le lieu géographique, conséquences des différences d'accès aux soins anténataux et infantiles et à un assainissement adéquat. Pour y remédier, le Gouvernement a mis en place des programmes tels que le *Red de Protección Social* (filet de protection sociale), mis en œuvre de 2000 à 2006. Deux ans seulement après son lancement, ce programme de transfert monétaire assorti de conditions avait permis de réduire de 5 points de pourcentage le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans²⁸.

La situation géographique et la géomorphologie du Nicaragua en font un pays très exposé aux catastrophes naturelles. Au cours des 30 dernières années, les tempêtes, les inondations et autres catastrophes ont tué plus de 4 000 personnes et provoqué d'importantes pertes

FIGURE 27

Le PIB du Nicaragua est en progression constante depuis 1993 et les prévalences de la pauvreté et de la dénutrition ont reculé



Note: Les seuils de pauvreté sont établis en fonction des prix internationaux de 2005.
Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012 (gauche); OMS (droite).

économiques. Les ménages agricoles pauvres, qui sont pour la plupart tributaires de l'agriculture pluviale, sont particulièrement vulnérables aux catastrophes et à l'imprévisibilité des conditions météorologiques. Des enseignements ont été tirés de ces épreuves, toutefois, et les catastrophes des années 2000 ont été beaucoup moins dévastatrices que celles des deux décennies précédentes.

L'approche globale et multisectorielle adoptée par le Nicaragua en matière de gestion des risques de catastrophe comprend des programmes qui aident les ménages à faire face aux effets immédiats des cataclysmes, mais elle leur offre aussi la possibilité de participer à des activités nouvelles et plus rémunératrices, qui ont un effet à long terme sur leurs revenus et renforcent leur résilience en cas de chocs météorologiques²⁹.



Tadjikistan: il est nécessaire d'opérer des changements structurels dans l'agriculture pour créer de la résilience en cas de chocs externes, et d'élaborer des programmes assurant un régime alimentaire adéquat aux personnes vulnérables

Dans les années 90, le Tadjikistan, pays enclavé d'Asie centrale, a connu une période de transition difficile lors de son passage d'une économie planifiée à une économie de marché et a vécu une guerre civile (de 1992 à 1997), si bien que les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté et de la faim ont été faibles (figure 28). Pourtant, la

croissance économique a atteint 9 pour cent par an entre 2000 et 2008 grâce à l'amélioration des politiques, aux investissements publics, à l'assistance de donateurs, à un environnement externe favorable (notamment des prix mondiaux élevés pour le coton et l'aluminium, principales exportations du pays) ou encore à l'augmentation des fonds

envoyés par les migrants. Le Tadjikistan demeure néanmoins l'un des pays les plus pauvres de la région, son PIB par habitant venant tout juste de retrouver un niveau comparable en termes réels à ceux d'avant-guerre.

Bien que de nets progrès aient été réalisés dans la réduction de la sous-alimentation depuis le début des années 2000, près d'une personne sur trois est encore chroniquement sous-alimentée selon l'estimation la plus récente. Depuis 1999, le pourcentage d'enfants présentant un retard de croissance n'a que très peu diminué, ce qui témoigne de périodes prolongées de dénutrition (figure 28). Les principaux défis du pays demeurent la satisfaction des besoins à long terme du développement agricole ainsi que l'obtention des niveaux élevés et durables de croissance économique nécessaires pour réduire la pauvreté et la faim.

Pendant les années 90, la production agricole a été gravement perturbée par la guerre civile et le démantèlement de l'économie planifiée, mais depuis le début des années 2000, elle a progressé de près de 6 pour cent par an. Cette évolution tient en majeure partie aux gains de productivité enregistrés dans le secteur agricole privé et sur les parcelles familiales, qui, ensemble, représentent environ 82 pour cent des terres agricoles au Tadjikistan (59 pour cent pour les exploitations privées et 23 pour cent pour les parcelles familiales)³⁰. En 2006, les lopins gérés par les ménages produisaient 50 pour cent des récoltes du pays et 94 pour cent de la production animale totale.

Des retards dans la réforme du secteur agricole et le manque de clarté des droits de propriété ont diminué la portée des incitations destinées à encourager les agriculteurs à investir et à augmenter la productivité. Le processus de réforme gagne aujourd'hui en profondeur et s'attaque aux fonctions des autorités locales, lesquelles n'interviendront plus dans les

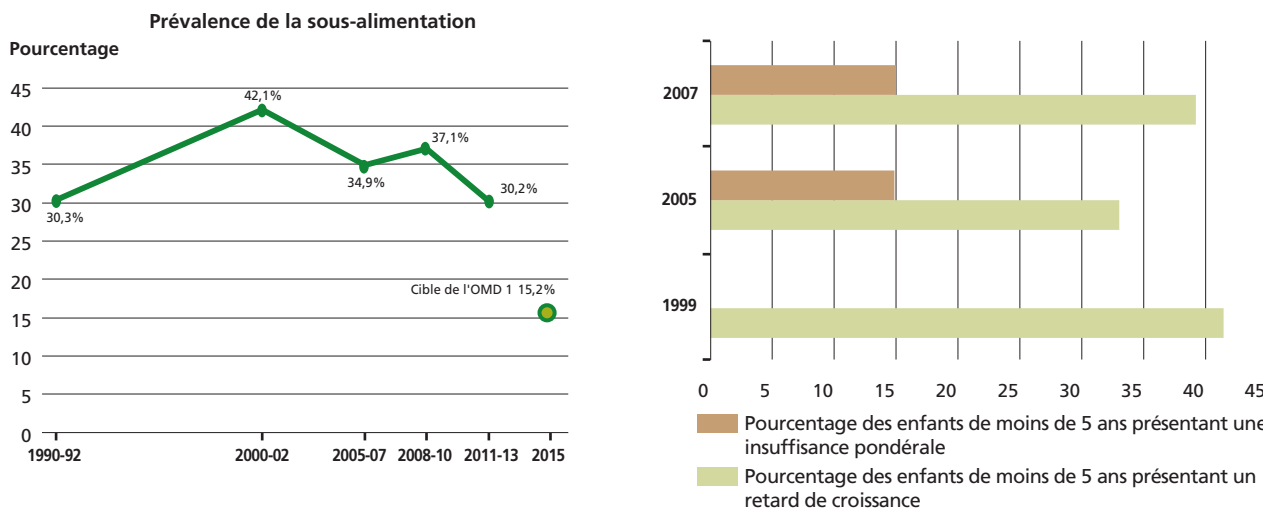
activités des exploitations et dans les décisions relatives à la production, mais s'emploieront à fournir des informations, à dispenser des formations et à développer les marchés d'intrants agricoles et la finance rurale, de façon à aider les agriculteurs à répondre aux signaux transmis par les prix³¹.

La croissance économique vigoureuse et soutenue observée depuis 2000 a multiplié par cinq le PIB par habitant (quoique partant d'un chiffre de référence extrêmement bas de 178 dollars des États-Unis en 1999). Cette progression, conjuguée à la forte augmentation des envois de fonds sur la même période, a réduit massivement l'extrême pauvreté, qui est passée de plus de la moitié de la population en 1999 à environ 6,5 pour cent en 2009 (figure 29). Les avancées obtenues dans ce domaine sont toutefois très inégales selon les régions à l'intérieur du pays. Les taux de pauvreté demeurent globalement élevés dans les zones rurales, en partie du fait d'une réforme agraire inachevée. Dans plusieurs régions, la moitié de la population environ était encore pauvre en 2009, et plus de 15 pour cent vivait au-dessous du seuil d'extrême pauvreté et ne disposait que d'un accès limité à une nourriture nutritive³².

Cet accès est rendu difficile dans de nombreuses régions du pays par le caractère rudimentaire des infrastructures de transport, surtout dans les régions montagneuses. Les enfants pauvres tirent approximativement 60 pour cent de leur apport calorique du pain et des produits à base de farine et 16 pour cent, des matières grasses et de l'huile, la viande et les végétaux n'en procurant que 2 pour cent et 6 pour cent respectivement. Cette alimentation peu variée explique la fréquence des carences en vitamines et minéraux, lesquelles peuvent avoir des conséquences graves et durables pour le bien-être individuel et pour le développement socioéconomique du pays.

FIGURE 28

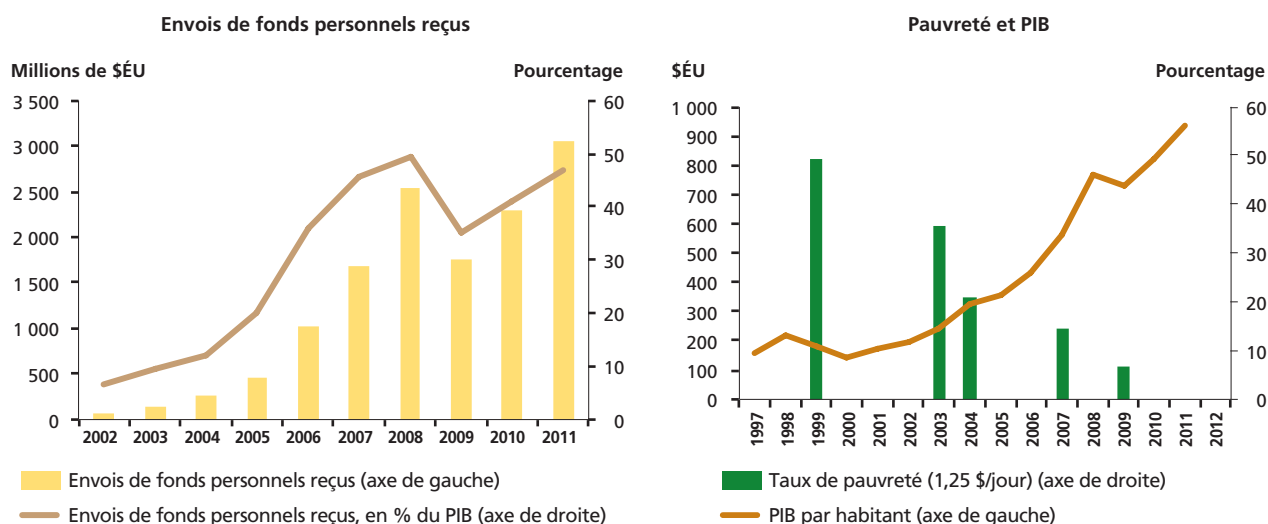
Les progrès du Tadjikistan sont faibles concernant la réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans depuis 1990-1992



Sources: FAO (gauche); OMS (droite).

FIGURE 29

Le PIB du Tadjikistan connaît une croissance rapide depuis 2000 et s'accompagne d'un net recul de la proportion de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté. Les envois de fonds ont aussi rapidement augmentés sur cette même période



Note: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005.
Source: Indicateurs du développement dans le monde, 2012.

En raison de la faible productivité de son agriculture, le Tadjikistan est grandement tributaire des importations de produits alimentaires. D'après l'estimation la plus récente, le pays importe environ la moitié des céréales qu'il consomme, et le coût des importations vivrières absorbe une part croissante des recettes totales de l'exportation de marchandises. La récession économique mondiale consécutive à la flambée des prix des produits alimentaires de 2007-2008 s'est traduite par une baisse temporaire, mais non négligeable, des envois de fonds des migrants, lesquels représentaient près de la moitié du PIB du Tadjikistan en

2008, et par une chute des recettes d'exportation du coton et de l'aluminium, les deux principaux produits exportés par le pays. La diminution aussi bien du revenu national que du revenu des ménages qui s'en est suivie a considérablement ralenti les progrès du pays en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire (figure 29). Les envois de fonds ont réaugmenté depuis. Ils ont atteint 50 pour cent du PIB en 2011 et contribuent à la lutte contre la pauvreté et la faim. Cela étant, leur importance souligne la vulnérabilité du pays aux chocs externes.

Ouganda: la croissance atone de la productivité agricole occasionne des retours en arrière

Depuis le début des années 2000, la prévalence de la sous-alimentation augmente en Ouganda, et il est improbable que le pays atteigne la cible de l'OMD 1 relative à la faim à l'horizon 2015 (figure 30). La tendance à la hausse de la prévalence de la sous-alimentation tient au fait que la progression de la production alimentaire n'a pas réussi à suivre la croissance démographique qui, avec un taux annuel de plus de 3,2 pour cent, est l'une des plus élevées au monde.

La production alimentaire par habitant régresse depuis 2002-2004 (figure 30)³³. Les disponibilités énergétiques alimentaires, qui comprennent celles issues des denrées importées, ont aussi reculé depuis 2003-2005, mais demeurent suffisantes en moyenne pour satisfaire les besoins énergétiques alimentaires de la population. Cependant, l'iniquité de la répartition des produits alimentaires et de l'accès à la nourriture fait que près d'un tiers de la population reste chroniquement sous-alimentée.

La croissance modeste de la productivité agricole ougandaise résulte, du moins en partie, du faible recours aux techniques modernes et aux intrants. Compte tenu de la forte densité démographique (173 personnes par kilomètre carré), il devient de plus en plus nécessaire d'appliquer des méthodes de culture intensive. Pour relever ce défi, le Gouvernement a mis en place diverses politiques visant à faciliter l'adoption de techniques modernes par les petits exploitants. Ainsi, le Programme national de services de conseils agricoles (*National Agricultural Advisory Services*), une approche publique-privée de la prestation de services de vulgarisation, a permis de promouvoir l'adoption de variétés améliorées de cultures et de certaines autres techniques d'augmentation des rendements³⁴.

Dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, le Gouvernement ougandais s'est engagé à accroître les dépenses publiques consacrées à l'agriculture de sorte qu'elles atteignent 10 pour cent du budget national. En 2010-2011, toutefois, les dépenses publiques dans l'agriculture ne représentaient que 5 pour cent du budget de l'État, contre 7,6 pour cent l'année précédente³⁵. Si l'Ouganda veut réaliser son potentiel agricole, les autorités doivent procurer des biens publics, tels que des services de vulgarisation et des infrastructures d'irrigation, de transport et de communication, afin de permettre aux petits paysans, qui représentent plus de 95 pour cent de l'ensemble des exploitations, d'accroître leur productivité. L'augmentation de la productivité agricole non seulement contribuera à améliorer la sécurité alimentaire, mais permettra aussi au pays de produire un excédent, en particulier de céréales, susceptible d'être exporté vers les régions d'Afrique à déficit vivrier.

La production alimentaire par habitant est bien plus variable en Ouganda que dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne, en grande partie du fait du recours insuffisant à l'irrigation (figure 31). Avec moins de 1 pour cent de terres irriguées, l'agriculture ougandaise repose presque exclusivement sur la production pluviale. Les rendements des cultures et, partant, les prix fluctuent donc en fonction de la pluviométrie.

Au cours de la dernière décennie, le pays a connu une accentuation de la variabilité des pluies et une fréquence accrue de phénomènes climatiques extrêmes. À titre d'exemple, on estime les pertes provoquées par les déficits de pluie enregistrés en 2010-2011 à 1,2 milliard de dollars des États-Unis, soit 7,5 pour cent du PIB du pays. Dans la région de Karamoja, au nord-est, plusieurs années consécutives de conditions météorologiques défavorables et de pluies inférieures à la normale ont entraîné mauvaises récoltes et faible productivité de l'élevage, avec des effets préjudiciables importants sur la sécurité alimentaire³⁶.

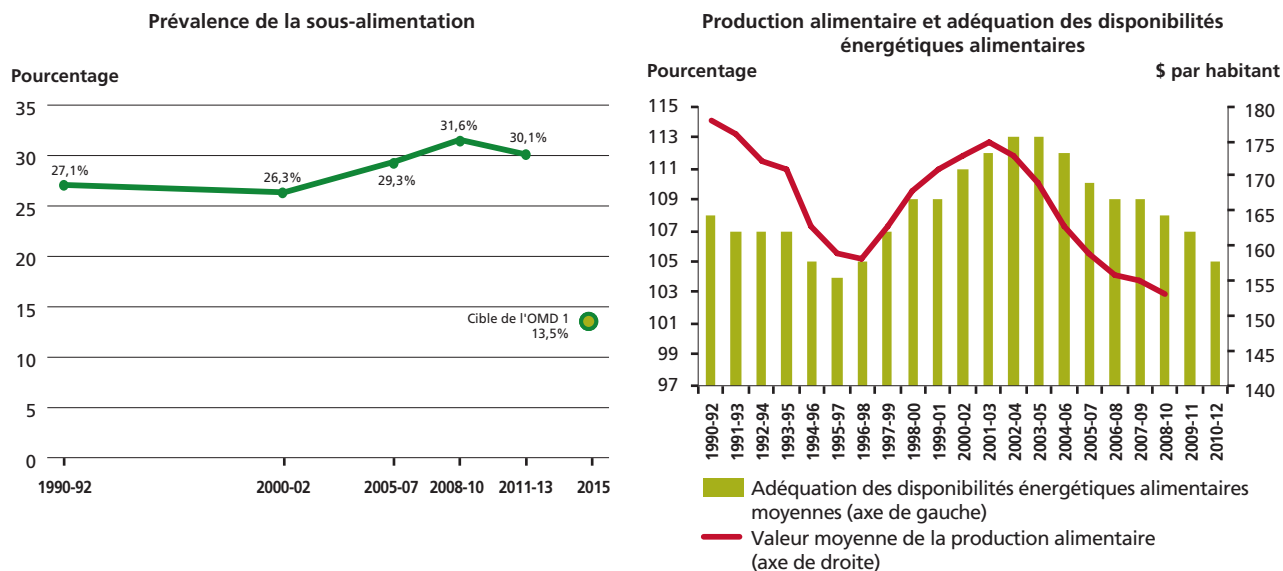
Bien que le pays soit sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 qui prévoit de réduire de moitié la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté, 38 pour cent de la population vivait encore avec 1,25 dollars ou moins par jour en 2009 (figure 31).

L'insécurité alimentaire est plus répandue dans les zones rurales, et l'on observe des disparités considérables à travers le pays. Depuis 1997, les dépenses publiques de santé ont augmenté, et un nombre croissant de personnes, surtout parmi les plus démunies, fréquentent les dispensaires³⁷. Conjuguée à la réduction de la pauvreté et aux progrès accomplis en matière d'eau et d'assainissement dans le cadre du Plan d'action pour l'élimination de la pauvreté (*Poverty Eradication Action Plan*) élaboré par les pouvoirs publics, l'amélioration des pratiques de soins de santé et de soins aux enfants a contribué à renforcer la nutrition ces dernières années³⁸. La proportion d'enfants accusant un retard de croissance a reculé, de 44,8 pour cent en 2001 à 33,4 pour cent en 2011, et la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants est passée de 21,5 pour cent en 1995 à 13,8 pour cent en 2011.

Les résultats obtenus sur le plan nutritionnel laissent apparaître des disparités régionales considérables. Dans certaines régions, les taux élevés de pauvreté et l'accès insuffisant à l'eau potable et à l'assainissement se retrouvent dans les hauts niveaux de dénutrition. Dans la région de Karamoja, par exemple, 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'insuffisance pondérale en 2011, contre seulement 6 pour cent à Kampala, la capitale du pays.

FIGURE 30

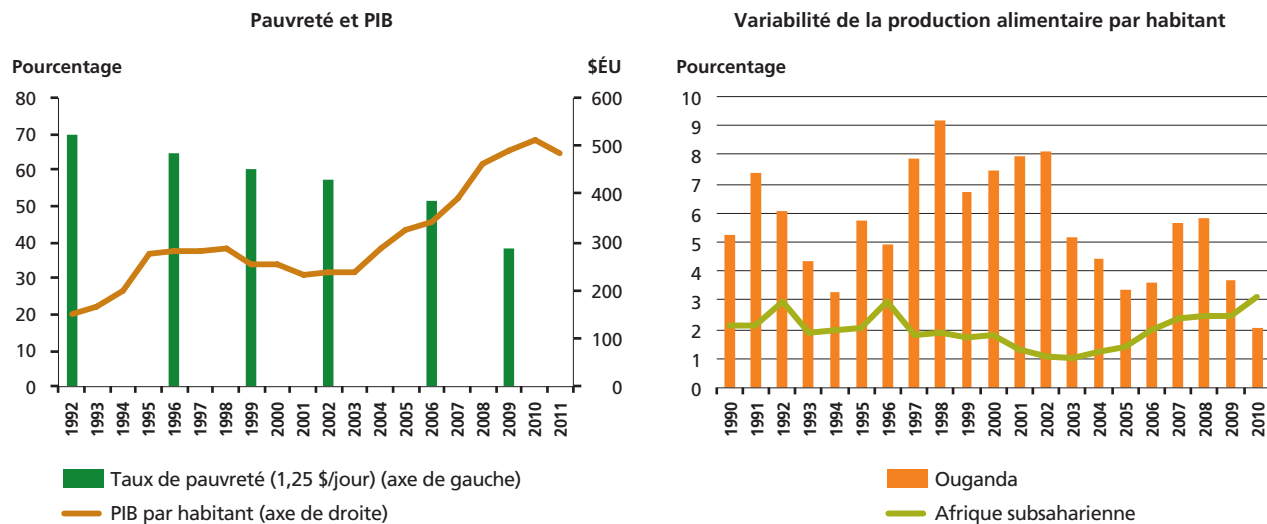
La prévalence de la sous-alimentation en Ouganda a augmenté depuis 2000-2002 et la production alimentaire par personne a reculé, de même que l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.
Source: FAO.

FIGURE 31

Le PIB augmente en Ouganda et le pays est sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 relative à la pauvreté d'ici à 2015, mais la variabilité de la production alimentaire par habitant est forte



Notes: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005. Pour obtenir la définition de la variabilité de la production alimentaire par habitant, voir les indicateurs de la sécurité alimentaire à l'adresse <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/fr/>.
Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012, et Uganda Bureau of Statistics (gauche); FAO (droite).



Messages clés

- Il est possible de réduire la faim, même en situation de pauvreté généralisée, en mettant en place des politiques destinées à augmenter la productivité agricole et les disponibilités alimentaires, notamment si ces politiques ciblent les petits exploitants. Associées à un dispositif de protection sociale et à d'autres mesures propres à augmenter le revenu dont disposent les familles pauvres pour acheter à manger, ces politiques peuvent avoir un effet encore plus important et stimuler le développement rural, en dynamisant les marchés et en créant des emplois, rendant possible une croissance économique équitable.
- Les envois de fonds effectués par les migrants, dont le montant au niveau mondial est devenu trois fois plus élevé que l'aide publique au développement, ont un impact non négligeable sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le présent rapport avance l'idée que ces envois de fonds peuvent contribuer à faire reculer la pauvreté, conduisant ainsi à un recul de la faim, à une amélioration des régimes alimentaires et, moyennant des politiques adaptées, à une augmentation des investissements dans les exploitations agricoles.
- S'engager sur le long terme à intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et les programmes publics est un élément clé de la réduction de la faim. Pour faire baisser notablement la pauvreté et la sous-alimentation, il est essentiel de donner à la sécurité alimentaire et à l'agriculture une place de choix dans les programmes de développement, grâce à des réformes en profondeur et à l'instauration d'un climat favorable à l'investissement, complétés par une protection sociale suivie.